

OTF UPDATE

An update on activities of the Government of Canada's Organic Production System Task Force

June/July 2005

Volume 1, Issue 4

OTF ENTERS NEXT PHASE IN DEVELOPMENT OF A NATIONAL ORGANIC CERTIFICATION AND INSPECTION REGIME

Following several months of intensive consultations, research and analysis, the Government of Canada's Organic Production System Task Force (OTF) has completed the requisite documentation and delivered numerous presentations in anticipation of drafting regulations for Canada's organic food industry.

In a meeting with the organic industry's Organic Regulatory Committee in April, Agriculture and Agri-Food Minister Andy Mitchell indicated his agreement in principal for an organic regulatory regime and stated his department is prepared to work as quickly as possible on its development and implementation. The Minister noted that normal regulatory process must be followed and that industry consensus was of great importance for the success of the initiative.

Further confirmation of government support came on July 8, 2005, at the annual Federal-Provincial-Territorial Ministers of Agriculture Conference in Kananaskis, Alberta. The ministers acknowledged the importance of creating a Canadian organic certification system, which will maintain access to the European market, and have instructed officials to continue their work towards the publication of regulations.

“Due to the work of a committed team, the co-operation of a united organic industry and the interest of the provincial and territorial

governments, we're now able to take our mission to the next phase,” says OTF Project Director, Joe Southall.

The proposed organic regime will be designed such that the Government of Canada will assume oversight as the competent authority while existing domestic accreditation and certification bodies will continue to deliver their services as appropriate. As confirmed in a cost-benefit analysis, this “third-party delivery” system is the most economically advantageous approach of the regulatory options examined and is also the one preferred by the industry. Legal examination and verification of legislative authority and other aspects of the proposed system will precede the drafting of the regulations.

An organic inspector training subcommittee, comprised of members of the OTF and 11 industry experts from across Canada, met in early June to discuss national, consistent organic inspector (or verification officer) minimum qualifications and training requirements. The meeting resulted in consensus on guiding principles for an effective organic inspector training scheme including educational and practical prerequisites, course development, curriculum essentials and program delivery methods.

Number of meetings held during OTF preliminary consultation tour (Nov. 2004-June 2005): **105**

Number of organizations consulted: **more than 101**

Number of individuals consulted: **more than 385**



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

BULLETIN DU GTSPB

Mise à jour des activités du Groupe de travail sur les systèmes de production biologique du gouvernement du Canada

Juin-juillet 2005

Volume 1, numéro 4

LE GTSPB ENTAMME LA PROCHAINE ÉTAPE DE L'ÉLABORATION DU CADRE DE RÉGLEMENTATION SUR LES PRODUITS BIOLOGIQUES

Après plusieurs mois de consultations, de recherches et d'analyses intensives, le Groupe de travail sur les systèmes de production biologique (GTSPB) du gouvernement du Canada a terminé l'élaboration de la documentation nécessaire et a donné de nombreuses présentations en prévision de la rédaction d'un règlement visant l'industrie canadienne des aliments biologiques.

Lors d'une réunion en avril avec le Comité réglementaire industriel sur la production biologique, le ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, M. Andy Mitchell, a approuvé en principe la mise en place d'un cadre de réglementation sur les produits biologiques, et a mentionné que son ministère est prêt à élaborer et à mettre en œuvre ce cadre de réglementation le plus tôt possible. Le ministre a signalé qu'il faudra suivre le processus réglementaire habituel, et cette initiative doit sa réussite au consensus de l'industrie.

Le gouvernement a confirmé une aide supplémentaire le 8 juillet 2005, lors de la conférence annuelle des ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux de l'Agriculture, qui s'est tenue à Kananaskis (Alberta). Les ministres ont reconnu l'importance de créer un système canadien de certification des produits biologiques qui permettrait de conserver l'accès de nos produits au marché européen, et ont demandé aux fonctionnaires de poursuivre leurs efforts en vue de publier le règlement.

« Grâce au travail d'une équipe dévouée, à la coopération d'une industrie des produits biologiques unie et à l'intérêt des gouvernements provinciaux et territoriaux, nous pouvons maintenant passer à l'étape

suivante de notre mission », mentionne Joe Southall, directeur du projet du GTSPB.

Le cadre de réglementation des produits biologiques sera conçu de façon à ce que le gouvernement du Canada puisse en assurer la surveillance à titre d'autorité compétente, alors que les organismes nationaux d'accréditation et de certification continueront d'offrir leurs services au besoin. Tel qu'il est confirmé dans une analyse coûts-avantages, ce système de « prestation de tierce partie » est l'approche la plus avantageuse au point de vue économique parmi toutes les options en matière de réglementation examinées. Il s'agit également de l'approche préférée par l'industrie. On procédera à l'examen et à la vérification légale de l'autorité réglementaire et des autres aspects du système proposé avant de rédiger le règlement.

Les membres d'un sous-comité de formation des inspecteurs des produits biologiques, qui est composé de membres du GTSPB et de onze experts de l'industrie en provenance de partout au Canada, se sont réunis en juin pour discuter de l'aspect national et de l'uniformité des compétences minimales et des exigences en matière de formation des inspecteurs des produits biologiques (ou des agents de vérification). Lors de la réunion, les membres sont parvenus à un consensus concernant les principes directeurs d'un programme efficace de formation des inspecteurs des produits biologiques, qui comprend des préalables en terme de formation et de pratique, des cours de perfectionnement, des éléments essentiels au programme et des méthodes de prestations du programme.

Nombre de réunions tenues dans le cadre des consultations préliminaires du GTSPB (de novembre 2004 à juin 2005) : **105**

Nombre d'organismes consultés : **plus de 101**

Nombre de personnes consultées : **plus de 385**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada